

La lettre de la régulation

SOMMAIRE	
1-4	Point théorique
4	Publications
5	Association R & R
5-6	Annonces

N° 36

Mars 2001

ÉDITORIAL

Avec ce numéro 36, la Lettre de la Régulation change de format. Désormais elle est exclusivement diffusée par courrier électronique. Il suffit pour continuer de la recevoir de communiquer votre adresse électronique à Catherine Bluchetin (catherine.bluchetin@cepremap.cnrs.fr). La Lettre de la Régulation est également disponible sur la toile à l'adresse de l'association Recherche et Régulation <http://www.upmf-grenoble.fr/irepd/docregul.htm>. Les institutions qui désirent recevoir la lettre sur support papier sont invités à contacter Catherine Bluchetin.

Le Comité de rédaction

POINT THÉORIQUE

SORTIES DE CRISE ET CHANGEMENTS INSTITUTIONNELS : LE CAS DES ANNÉES 1873-1896

JEAN-FRANÇOIS VIDAL, ADIS, Université Paris XI
vidal-jf-pr-universite-p11@wanadoo.fr

Les analyses des processus de sorties de crise restent peu nombreuses. Les enseignements que l'on peut tirer des sorties de la crise de 1929 restent marqués par la montée des fascismes et l'éclatement de la seconde Guerre mondiale qui suivit. On présente ici quelques résultats d'une recherche sur la façon dont les trois premières puissances européennes ont surmonté les difficultés de la fin du XIXe siècle. On tire de cette sortie de crise 'à froid' quelques enseignements pour la compréhension du présent¹.

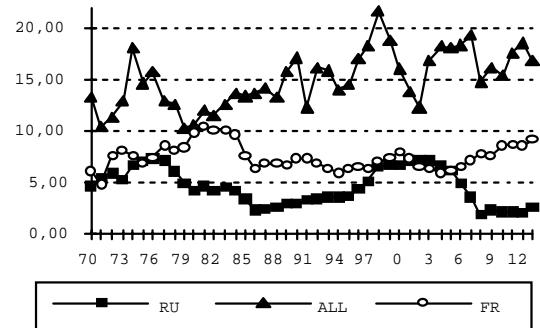
DE 1873 À 1896 : UNE LONGUE DEFLATION, MAIS PAS DE LONGUE DEPRESSION

Pendant la période 1873-1896, les économies européennes ont suivi de fortes pressions déflationnistes. Les prix ont baissé pendant plus de vingt ans : la déflation a été mondiale, puisque la valeur unitaire des exportations mondiales a baissé de 36 % de 1873 à 1896. Comme les salaires étaient moins flexibles que les prix, les profits ont subi une longue compression : dans le revenu non agricole, la part des profits corrigée de la salarisation croissante est passée de 52 % en 1872 à 46 % en 1893 au Royaume-Uni, de 22 % en 1872 à 15 % en 1876 en Allemagne, et de 38 % en 1872 à 20 % en 1895 en France. Les agriculteurs et une partie des industriels ont réclamé, et obtenu la remontée des droits de douane. Le malaise s'est accompagné d'une recrudescence de l'antisémitisme. Plusieurs explications, qui ne sont pas contradictoires entre elles, ont été proposées à la déflation. La concurrence internationale s'est intensifiée avec la baisse des coûts de transport internationaux et l'émergence de nouveaux concurrents, qui étaient soit des pays neufs dont la croissance était fondée sur l'accroissement rapide des surfaces cultivées, soit des pays qui s'industrialisaient rapidement comme l'Allemagne. La base métallique des systèmes monétaires s'était raréfiée, avec la baisse de la production mondiale d'or et la démonétisation de l'argent. Les investissements ferroviaires, qui avaient stimulé la croissance de l'offre et de la demande depuis les années 1840 sont arrivés à saturation, et ont connu une longue période de baisse à la fin du XIX^e siècle.

Mais il n'y a pas eu de « grande dépression 1873-1896 » : selon les comptes nationaux rétrospectifs reconstitués pour ces années, la croissance s'est poursuivie en Europe entre 1873 et 1896. Les travaux récents d'histoire économique montrent que l'économie anglaise n'a

connu un fort ralentissement de sa croissance qu'après 1899, et la majorité des spécialistes considèrent que les causes de ce déclin relatif remontent aux années 1870. En Allemagne, le boom spéculatif des années 1871-1873 se termine par une violente crise financière, au cours de laquelle beaucoup de sociétés créées pendant l'euphorie disparaissent : cette crise des fondateurs ("Gründerkrise") est suivie d'une dépression d'une dizaine d'années. En France, l'évolution est plus conforme à l'idée d'une longue dépression : l'agriculture connaît une situation difficile entre 1865 et 1890, et la construction, qui s'effondre avec le krach de l'Union Générale en 1881, est en crise jusqu'en 1905.

GRAPHIQUE 1 – TAUX D'INVESTISSEMENT NETS 1870-1913



Alors que les prix baissent partout, les trois principaux pays européens connaissent de fortes divergences réelles. Celles-ci peuvent être illustrées par l'évolution des taux d'investissement nets en volume (graphique 1). Au Royaume-Uni, on observe des phases de hausse et de baisse d'une durée d'environ dix ans, qui correspondent à une périodicité de type Kuznets. En Allemagne, l'investissement s'effondre de 1874 à 1879, pour connaître ensuite un long boom, jusqu'en 1899, au cours duquel l'industrie allemande rattrape l'industrie anglaise. En France, un boom spéculatif pousse le taux d'investissement à la hausse jusqu'en 1881 ; puis il subit un long mouvement de baisse jusqu'en 1905.

Le caractère international de la baisse des prix s'explique par les changes fixes et la diminution rapide des coûts de transport internationaux. Mais il faut expliquer les divergences réelles. La théorie de la régulation fournit les concepts adéquats, puisque les trajectoires divergentes de l'investissement s'expliquent par de fortes différences insti-

1. On trouvera les références bibliographiques et les sources statistiques dans notre ouvrage " Dépression et retour de la prospérité Les économies européennes à la fin du XIXe siècle" L'Harmattan, 2000.

La lettre de la régulation est financée grâce aux cotisations des membres de l'Association *Recherche & Régulations*.

La lettre de la régulation diffuse toute information concernant les publications, séminaires, colloques ou autres activités de recherche en relation avec l'approche de la théorie de la régulation. Ces informations peuvent être adressées soit à Henri NADEL, Nouveau rédacteur de la Lettre de la régulation : GERME Université Paris 7-Denis Diderot, Département d'économie, 2 Place Jussieu, 75005 Paris - Henri.nadel@circp.jussieu.fr, soit à Robert Boyer: CEPREMAP - robert.boyer@cepremap.cnrs.fr . Pour les renseignements concernant l'édition électronique s'adresser à Yves Saillard - Yves.Saillard@upmf-grenoble.fr - IREP BP 47X , 38040 Grenoble Cedex 9. ISSN en cours



renvoie au serveur Lettre de la régulation <http://www.upmf-grenoble.fr/irepd/docregul.htm>

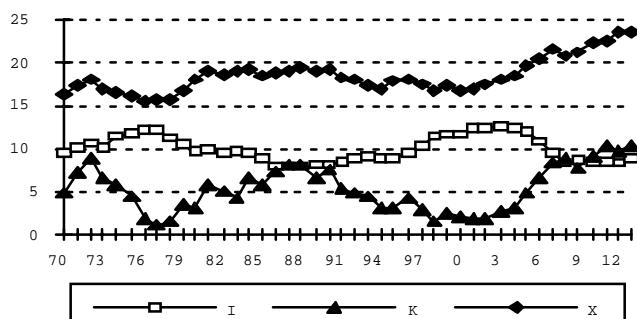
tutionnelles relatives au marché du travail et au financement de l'économie, autrement dit par le fait que les trois pays ont connu des régimes d'accumulation différents. L'examen des issues trouvées à leurs difficultés à la fin du XIX^e siècle est riche d'enseignements.

ROYAUME-UNI : UN REGIME D'ACCUMULATION INTERNATIONALISE ET « FINANCIARISE »

À partir des années 1840, les échanges internationaux progressent plus rapidement que la production. Le Royaume-Uni est le pays qui s'est engagé le plus vite et le plus loin dans la voie de l'internationalisation, en adoptant dès les années 1840 le libre-échange. À partir des années 1850, les exportations de capitaux ont suivi celles des marchandises, et leur essor massif a profité aux banques d'affaires qui opéraient sur la Place de Londres. En 1873, quand commencent la longue déflation et la chute des profits, le poids des échanges extérieurs de marchandises et de capitaux est déjà très élevé.

En termes macroéconomiques, la période qui commence en 1873 est caractérisée par un jeu de bascule entre les investissements intérieurs d'une part, et les investissements extérieurs et les exportations de marchandises d'autre part (graphique 2).

GRAPHIQUE 2 – ROYAUME-UNI, INVESTISSEMENTS INTERIEURS (I) ET EXTERIEURS (K), ET EXPORTATIONS DE MARCHANDISES (X) EN % DU PIB, 1870-1913



De 1877 à 1887, la baisse des profits dans l'industrie, et la baisse des investissements ferroviaires entraînent des excédents de capitaux, qui sont placés à l'extérieur. Cet accroissement des investissements extérieurs entraîne une poussée des exportations de marchandises et permet à la croissance anglaise de se poursuivre. À partir de 1887, une violente crise financière touche plusieurs pays émergents : l'abondance des capitaux a poussé à surinvestir dans les infrastructures de transport, et les banques ont utilisé en partie les liquidités résultant des entrées de capitaux pour financer la spéculation immobilière. Jusqu'en 1898, les capitaux fuient ces pays, et reviennent s'investir en Angleterre : les taux d'intérêt y baissent fortement, et le cours des actions s'envole. L'investissement intérieur anglais connaît un essor jusque vers 1900, et il compense la perte des débouchés extérieurs. La croissance anglaise est soutenue.

À partir de 1900, les effets pervers de ce régime d'accumulation commencent à devenir évidents. Les pays émergents ont assaini leur situation, surtout grâce à la remontée des prix internationaux des matières premières. Ils reprennent sur grande échelle leurs emprunts extérieurs. Malgré la remontée des profits en Angleterre, l'investissement intérieur diminue, car les taux d'intérêt remontent, tandis que les cours des actions anglaises baissent. L'accumulation intérieure est évincée par l'accumulation extérieure. De plus, le lien entre exportations de capitaux et exportations de marchandises vers les pays émergents ou sous-développés a perpétué la spécialisation anglaise dans les industries du textile et du matériel ferroviaire qui sont maintenant arrivées à maturité. L'Angleterre subit de plus en plus la concurrence des industries américaine et allemande, qui se modernisent rapidement.

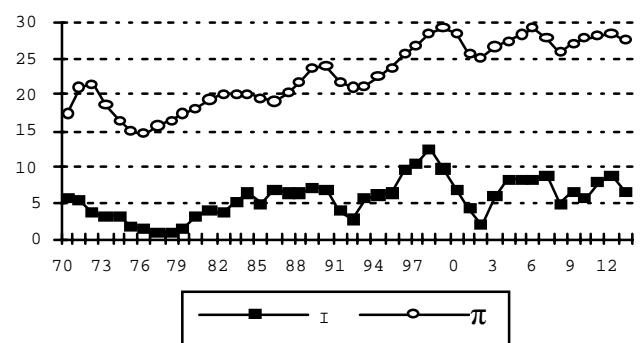
ALLEMAGNE : REPRISE PRECOCE DE L'INVESTISSEMENT INTERIEUR ET EMERGENCE DE LA REGULATION MONOPOLISTE

En termes macroéconomiques, la particularité de l'Allemagne est que les profits et les investissements se redressent très rapidement, dès 1878-1879 (voir graphique 3), alors que dans les autres pays, les pro-

fits ont été pris en ciseau entre les prix et les salaires pendant une vingtaine d'années. Cette évolution peut être rapprochée du processus multiforme d'associations d'entreprises qui s'accélère notamment en Allemagne à partir des années 1870. La première est la création d'organisations professionnelles ayant pour but de faire pression sur les pouvoirs publics : à partir de 1873, elles se créent pour demander le relèvement des droits de douane. Les agriculteurs se joignent à ces pressions, si bien que l'Allemagne est le premier pays de l'Europe de l'Ouest à rompre, dès 1878, avec les politiques de libre-échange qui avaient été pratiquées à partir de 1860. La seconde forme est la création de syndicats d'employeurs, dont le but était au départ de s'opposer à la création de syndicats ouvriers. Ils ont aussi appuyé la loi interdisant les activités à caractère socialistes. Pour résister directement à la baisse des prix, les cartels se sont multipliés à partir de la fin des années 1870. Enfin, les liens entre grandes entreprises et banques universelles se sont renforcés. Ce passage rapide à des formes de « capitalisme organisé » a accru le pouvoir de monopole des entreprises et a permis un déplacement du partage salaires-profits en leur faveur.

Le système financier allemand possédait la particularité que la bourse y avait un rôle moins important qu'en Angleterre, et que les banques de dépôts ne se limitaient pas à accorder des crédits à court terme. Entre 1880 et 1900, les crédits bancaires finançant les investissements ont augmenté de façon massive, alors qu'en Angleterre et en France, la séparation entre banques de dépôts et banques d'affaires était plus nette. Le fait que les banques allemandes aient adopté une stratégie plus favorable à la croissance, et aussi plus risquée, est lié à plusieurs données institutionnelles. La loi définissant les statuts de la Reichsbank l'autorisait de façon explicite à dépasser son plafond d'émission, alors que les statuts de la Banque d'Angleterre, inspirés par les théories de Ricardo, étaient beaucoup plus stricts. Les banques allemandes étaient sûres d'obtenir l'appui des autorités. Le droit des affaires allemand permettait aux banques de siéger dans le conseil de surveillance des entreprises sans pour autant détenir les actions correspondantes, et elles pouvaient utiliser les droits de vote de leurs clients. De plus, à la suite de la crise financière de 1873, le gouvernement avait réglementé le marché des actions, en obligeant notamment les entreprises qui voulaient procéder à des émissions à remettre pendant un an les nouveaux titres aux banques, avant de pouvoir les placer sur le marché.

GRAPHIQUE 3 – ALLEMAGNE, INVESTISSEMENTS DES INDUSTRIES (I) ET PROFITS (π) EN % DU PRODUIT INTERIEUR NET, 1870-1913



Un autre avantage comparatif institutionnel de l'Allemagne était l'effort important de formation de la main-d'œuvre qu'elle avait engagée bien avant les années 1870. La Prusse avait été l'un des premiers pays européens à mettre en place un enseignement primaire obligatoire. De plus, tout au long du XIX^e siècle, les États allemands avaient créé des établissements d'enseignement moderne et professionnel très variés. Le nombre d'élèves fréquentant l'enseignement post primaire était bien plus élevé en Allemagne qu'en Angleterre et qu'en France. Parmi les raisons de cet effort important en faveur de la formation, on peut citer un courant religieux spécifique à la Mitteleuropa, le piétisme, qui insistait sur les actes concrets d'entraides : c'était une forme de christianisme social qui défendait les corporations (qui ont été définitivement supprimées seulement dans les années 1860), les caisses d'épargne, et la formation professionnelle. Le haut niveau de qualifi-

fication des ouvriers et des dirigeants d'entreprises, dont beaucoup étaient ingénieurs, a permis à l'Allemagne de se spécialiser dans la chimie et la construction électrique, qui étaient à la fin du XIX^e siècle, les industries les plus intenses en connaissances, porteuses de la nouvelle révolution industrielle.

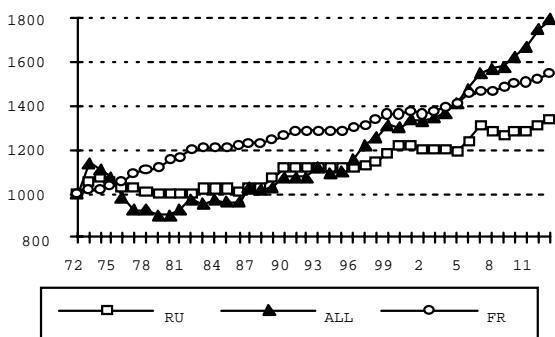
Une dernière spécificité importante de l'Allemagne a été de mettre en place au cours des années 1880 un système d'assurances sociales fondé sur des cotisations obligatoires. Les raisons n'en sont pas économiques. La relance par la consommation était étrangère aux conceptions de l'époque, et une telle politique aurait été inefficace, car les ménages ouvriers consacraient l'essentiel de leur budget à l'alimentation et aux loyers. Cette mesure a été prise pour perpétuer un régime politique très traditionnel, qui avantageait les anciennes familles de l'aristocratie ; le but premier était d'en assurer la légitimité aux yeux des ouvriers, dont le nombre et la concentration dans les grandes villes, centres de pouvoir, augmentaient rapidement. De plus, le tournant protectionniste de 1878 avait conduit plusieurs ministres à démissionner, et une partie des libéraux représentant les classes moyennes étaient passés dans l'opposition : il était habile de se rapprocher de la classe ouvrière.

À court terme, la régulation de l'économie allemande restait concurrentielle, marquée par le cycle de Juglar (voir graphique 3 avec les pics de 1873, 1883, 1890, 1899, 1907), avec des baisses de prix et de salaires nominaux. Mais à long terme, la concentration des entreprises et le financement bancaire des investissements, institutions essentielles de la régulation monopoliste, soutenaient l'accumulation du capital.

FRANCE : UN LONG RALEMENTISSEMENT DE L'ACCUMULATION

L'économie française n'a été en mesure de suivre ni l'issue anglaise, ni l'issue allemande. Les investissements extérieurs ont varié en sens inverse des investissements intérieurs : ils ont augmenté de 1882 à 1905. Mais ce jeu de bascule a été peu efficace, car les exportations de capitaux ont peu stimulé les exportations de marchandises. La France exportait ses capitaux vers des pays émergents, alors qu'elle exportait ses marchandises vers l'Europe du Nord Ouest. De plus le taux d'exportation de la France était nettement inférieur à celui de l'Angleterre.

GRAPHIQUE 4 – SALAIRE NOMINAL AU ROYAUME-UNI (RU), EN ALLEMAGNE (ALL) ET EN FRANCE (FR), 1 000 EN 1872, 1872-1913



En France, la baisse de la part des profits a été plus forte et plus longue qu'en Allemagne et qu'au Royaume-Uni. La raison principale en est que le salaire nominal n'a pratiquement pas baissé en France pendant la phase de déflation, d'après les séries comparables rassemblées par E.H. Phelps Brown et M. Browne (1968). Il n'est guère possible de soutenir qu'après la défaite de la Commune, les syndicats ouvriers auraient été plus puissants en France que dans les autres pays européens, et se seraient opposés avec plus d'efficacité aux baisses de salaires. Mais une spécificité institutionnelle française a sans doute joué un rôle : la petite propriété paysanne y était bien plus importante.

En effet, la Révolution française a abouti à la mise en vente de presque toutes les terres de l'Église et d'une partie de celles de l'aristocratie. Le Code civil a entraîné le morcellement des héritages. La conséquence en est que la main-d'œuvre est restée dispersée sur le territoire : la France reste un pays d'habitat rural, avec beaucoup de petites villes, et de nombreux ouvriers restent paysans. Le marché du

travail urbain n'est pas encore séparé des activités agricoles. La conséquence en est qu'en cas de crise industrielle, l'activité agricole sert de tampon, et limite la montée du chômage urbain : les salaires subissent de moindres pressions à la baisse. Au travers de la petite propriété paysanne, les relations familiales servent d'amortisseur à la crise. Un autre facteur de stagnation en France a été le long marasme de la construction de bâtiments urbains, qui résultait à la fois de l'insuffisance de l'investissement industriel lié à la compression des profits, et aux spéculations immobilières qui avaient accompagné la politique de rénovations des grandes villes entre les années 1850 et les années 1870.

QUELQUES CONCLUSIONS RELATIVES AUX CHANGEMENTS INSTITUTIONNELS PENDANT LES CRISES

Les changements institutionnels de la fin du XIX^e siècle sont restés relativement limités, et ils n'ont pas entraîné de bouleversements profonds des procédures de régulation. Cependant, des éléments importants de la régulation monopoliste ont commencé à se mettre en place.

Les pays européens, à l'exception notable du Royaume-Uni, ont réagi à la dépression en augmentant leurs droits de douane à partir de 1879, alors qu'entre 1860 et 1878, ils les avaient abaissés. Mais au XIX^e siècle, le protectionnisme était le régime commercial de loin le plus fréquent. Il faut souligner que d'un point de vue fiscal, le protectionnisme doit être considéré comme libéral, car il permet à l'État de prélever des recettes fiscales importantes, sans recueillir d'informations précises sur le revenu ou la fortune des agents économiques ; ajoutons que les recettes douanières, qui frappaient souvent des produits de première nécessité, touchaient surtout les travailleurs urbains. La remontée du protectionnisme n'a pas entraîné de baisse du commerce mondial, car il était très sélectif et ne frappait sévèrement qu'un petit nombre de produits, et de plus, il laissait la place à des accords bilatéraux préférentiels.

En France et en Allemagne, les Banques centrales ont réagi au problème de l'or en favorisant la diffusion des billets et des dépôts dans le public. Cette politique a été assez efficace, car elle a permis aux Banques centrales de collecter une partie de la monnaie métallique en circulation ; elle a donné des marges de manœuvre pour abaisser les taux d'intérêt. Cependant, il est clair que les règles du jeu de l'étalon or ont continué à s'imposer, comme en témoigne la persistance du cycle de Juglar.

Parmi les institutions qui ont contribué à la sortie des crises, certaines existaient bien avant 1872. On a évoqué l'effort fait par l'Allemagne en matière éducative, qui avait commencé à la fin des guerres napoléoniennes. Les banques mixtes à l'allemande s'étaient développées dès les années 1850, en s'inspirant de méthodes du Crédit Mobilier des frères Pereire. Après 1875, le recul de la construction ferroviaire, en grande partie financée par émission de titres, le développement de l'industrie, dont les entreprises avaient peu accès au marché financier, et la politique économique, ont favorisé l'essor de ces banques.

Il y a cependant deux changements qui ont été plus significatifs. Le premier est le processus multiforme de concentration des entreprises. Il a surtout été observé en Allemagne et aux États-Unis. Mais il a sans doute été plus poussé en Allemagne, car ce processus a été à la fois économique, avec la création de cartels et de groupes industriels et financiers ; il a aussi été politique, avec la création d'associations puissantes dont le but était de faire pression sur le gouvernement et les salariés. Il a eu des effets significatifs sur le partage salaires-profits, et par conséquent, sur le taux d'investissements.

Le second changement significatif est la création du système de sécurité sociale obligatoire. Il faut souligner que l'exemple allemand a été progressivement et partiellement suivi par les autres pays européens entre 1890 et 1914. Son importance macroéconomique est restée négligeable ; même en Allemagne, il ne représentait que 3 % du revenu national en 1913. Mais les institutions sont à l'intersection de l'économique, du juridique et du politique, et le système d'assurances sociales obligatoires était une rupture de l'ordre juridique et politique. Dans l'ordre libéral, chaque individu doit se protéger des risques par la prévoyance (l'épargne) et le contrat (l'assurance). La création de

l'assurance maladie et de l'assurance accident du travail financées par des prélèvements obligatoires était une « collectivisation » des risques réalisée grâce à la puissance publique. Les adversaires de ce système ne s'y sont pas trompés : ils l'ont qualifié ironiquement d'« Etat-Providence », pour signifier que l'État prétendait se substituer à Dieu, alors que pour les libéraux, c'est le marché qui est parfait.

Comme les changements institutionnels sont restés limités au Royaume-Uni et en France, leurs systèmes productifs se sont reproduits. Le Royaume-Uni a pu pendant un temps surmonter les tendances dépressives en jouant sur ses relations économiques et financières extérieures. C'est là un avantage comparatif d'une puissance dominante, qui possédait la première place financière du monde, ainsi que le premier empire colonial, qui offrait des débouchés sûrs pour ses marchandises et ses capitaux. En France, les conséquences sociales des dépressions ont été limitées par l'importance de la propriété individuelle et par le protectionnisme. Ces mécanismes protecteurs ont aussi joué dans les années 1930. Bien entendu ils ne constituaient pas une sortie « par le haut » des crises. Mais à la fin du XIX^e siècle, l'économie française a fini par sortir de sa stagnation, surtout parce que la fin du processus de la « frontière » aux États-Unis avait mis fin au processus de déflation mondiale. En Allemagne, les changements du système productif ont été plus importants, et des mécanismes de régulation monopoliste ont commencé à se mettre en place, sans que l'efficacité de l'économie en souffre, bien au contraire. Il y a eu une diversité des réponses nationales à la dépression en Europe. Celle-ci a sûrement été favorisée par le renforcement des sentiments nationalistes au cours du XIX^e siècle, et qui s'est poursuivi au début du XX^e siècle.

Les expériences de la fin du XIX^e pourraient alimenter le débat d'aujourd'hui entre les tenants de bouleversements rapides d'une part, et de changements modérés d'autre part. Malgré leur ambiguïté, les leçons de la phase dépressive « 1873-1896 » pourraient être favorables à des programmes de réformes bien tempérées.

PUBLICATIONS

La Lettre de la Régulation informe ici sur les publications (working papers, articles, ouvrages) qui concernent le programme de recherche de la régulation. Merci, quand c'est nécessaire, de préciser en deux ou trois lignes le champ et l'objet des références proposées et de nous en faire parvenir un exemplaire.

AGLIETTA Michel, *Macroéconomie financière : Finance, croissance et cycles*, Repères, La Découverte, Paris, réédition 2001.

AIRUT Jean-Pierre, « Le matérialisme historique de Marx : Mythe ou réalité ? », dans Françoise Monnoyeur (sous la direction) *Qu'est-ce que la matière ?*, Livre de Poche n° 4295, Librairie Générale Française, Paris, 2000, p. 109-145.

BOYER Robert, **FREYSSENET Michel**, « El mundo que cambio la maquina. Un nuevo esquema de analisis de la industria del automovil », *Sociologia del Trabajo*, nueva epoca, n° 41, invierno 2000-2001, p. 3-45.

BOYER Robert, **FREYSSENET Michel**, « O Mundo que Mudou a Maquina Sintese dos Trabalhos do Gerpisa 1993-1999 », *NEXOS Economicos*, Vol 2, n° 1, Outubro 2000, p.15-47.

BOYER Robert, « Deux défis pour le XXIe siècle », *Couverture Orange CEPREMAP* n° 2000-08, Décembre 2000.

BOYER Robert, “The embedded innovative systems of Germany and Japan : distinctive features and futures”, *Couverture Orange CEPREMAP* n° 2000-09, November 2000.

BOYER Robert, “The French welfare : an institutional and historical analysis in European perspective”, *Couverture Orange CEPREMAP* n° 2000-07, July 2000.

BOYER Robert, **YAMADA Toshio**, “An epochal change... but uncertain futures : The Japanese capitalism in crisis. A ‘regulationist’ interpretation”, *Couverture Orange CEPREMAP* n° 2000-05, December 2000.

CARTIER-BRESSON Jean, « Corruption, libéralisation et démocratisation », et « La banque mondiale, la corruption et la gouvernance », *Revue Tiers Monde*, t. XLI, n° 161, Janvier-Mars, 2000.

COHEN Yves (coordinateur), « Organiser et s'organiser, Histoire, sociologie, gestion », *Cahiers du Centre de Recherches Historiques*, n° 25, octobre 2000.

COURAULT Bruno, **TROUVE Philippe** (sous la direction), *Les dynamiques de PME. Approches internationales*, Presses universitaires de France, Paris, 2000.

FAVEREAU Olivier, **WALLISER Bernard**, “Authority, as Flexibility, is the Core of Labour Contracts”, *Revue d'Économie Industrielle*, n° 92, 2e et 3e trimestres 2000, p. 179-192.

GABRIEL Florent, *Productivité et régulation. Processus de valorisation différentielle du travail et théorie de la répartition*, L'Harmattan, Paris.

GODECHOT Olivier, *Les traders : Essai de sociologie des marchés financiers*, Éditions la découverte, textes à l'appui, Paris, 2001.

GUILHON Bernard (eds), *Technology and Markets for Knowledge : Knowledge Creation, Diffusion and Exchange within a Growing Economy*, Kluwer Academic Publishers, Boston, 2001.

HORS Irène, « Les difficultés de la lutte contre la corruption : l'expérience de quatre pays en développement », *Revue Tiers Monde*, t. XLI, n° 161, Janvier-Mars 2000, p. 140-165.

LORDON Frédéric, « Le conatus du capital », *Actuel Marx*, N° 29, avril 2001.

LORDON Frédéric, « La légitimité au regard du fait monétaire », *Annales HSS*, n° 6, 1343-1359.

MOATI Philippe, *L'avenir de la grande distribution*, Odile Jacob, Paris, 2001, 392 p., 170 F..

NOGUET Michel, *Transition et finances publiques : l'analyse d'un paradoxe*, L'Harmattan, Paris, 2000.

PERRIN Jacques, *Concevoir l'innovation industrielle : Méthodologie de conception de l'innovation*, CNRS Éditions, Paris, 2001, 168 pages, 120 FF

PERRIN Jacques (ed.), *Pilotage et évaluation des processus de conception*, ECOSIP, L'Harmattan, Paris, 2001, 160 p., 90 F.

PETIT Pascal, « La nouvelle économie est-elle made in America ? », ACCOMEX, sept-oct., n° 35.

PETIT Pascal, **SOETE Luc**, « Is technological change fueling dualism? », *Couverture Orange CEPREMAP* n° 2001-03, février.

POULAIN Edouard, « Le capital humain, d'une conception substantielle à un modèle représentationnel », *Revue économique*, Vol. 52, n° 1, janvier 2001, p. 91-116.

SABOIA João, « Brésil, déconcentration industrielle dans les années 1990 : une approche régionale », *Problèmes d'Amérique Latine*, Octobre-décembre 2000, p. 89-108.

SABOIA João, « Um novo indice para o mercado de trabalho urbano no Brasil », *Revista de Economia contemporanea*, Vol. 4, n° 1, jan/juin 2000.

SERVAIS Olivier, « les modèles d'action dans la théorie de la régulation. Habitus, rationalité, routine », in *Economies et Sociétés*, série "théorie de la régulation" R, n° 11, 1/2000, p. 145-182.

VIENT DE PARAÎTRE

Régulation et croissance Une macroéconomie historique et institutionnelle

Bernard Billaudot

L'HARMATTAN, Collection : Théorie sociale contemporaine –
170 FF — 304 pages — ISBN : 2-7384-7535-3

Ce traité de macroéconomie propose une synthèse originale des travaux de l'École française de la Régulation (Michel Aglietta, Robert Boyer, Alain Lipietz,...). La démarche est à la fois *historique et institutionnelle* : restituer la période actuelle comme une étape dans un processus historique et lier les phénomènes économiques observables aux institutions qui les informent.

LA RUPTURE DU COMPROMIS SOCIAL ITALIEN

Un essai de macroéconomie politique

Stefano Palombarini (Préface de Robert Boyer)
CNRS Éditions.

ISBN : 2-271-05811-2 — Format : 15,5 x 24 cm —
272 pages — Prix : 160,00 FF

Tout en proposant une nouvelle interprétation de la crise italienne, cet ouvrage développe une réflexion sur les modalités d'intégration du politique dans la théorie macroéconomique et, plus particulièrement, dans la théorie de la régulation.

<http://www.cnrseditions.fr>.

INSTITUTIONAL ECONOMICS IN FRANCE AND GERMANY.

The German Ordoliberalism versus the French Régulation School

Agnès Labrousse, Jean-Daniel Weisz (dir.)

Berlin, Heidelberg, New-York, Springer Verlag, 2000, 384 p.

Introduction : ROBERT DELORME

Chapter 1 – JEAN-FRANÇOIS VIDAL : Birth and Growth of the Regulation School in the French Intellectual Context (1970-1986)

Chapter 2 – ROBERT BOYER : The Regulation Approach as a Theory of Capitalism : A New Derivation

Chapter 3 – SYLVAIN BROUER : German Contemporary Analyses of the Economic Order : Standard *Ordnungstheorie*, *Ordoliberalism* and *Ordnungsökonomik* in Perspective

Chapter 4 – JEAN-DANIEL WEISZ, A Systemic Perception of Eucken's Foundations of Economics

Chapter 5 – FRANK BÖNKER, AGNÈS LABROUSSE, JEAN-DANIEL WEISZ : The Evolution of Ordoliberalism in the Light of the *Ordo* Yearbook : A Bibliometric Analysis

Chapter 6 – FRANK BÖNKER, HANS-JÜRGEN WAGENER, Hayek and Eucken on the State and Market Economy

Chapter 7 – MICHAEL WOHLGEMUTH : The Present Relevance of *Ordnungstheorie* for the Politics and the Economics of the Social Order

Chapter 8 – ROBERT DELORME : *Ordnungstheorie* and Theory of Regulation Compared from the Standpoint of Complexity

Chapter 9 – CARSTEN HERRMANN-PILLATH : How to Research Complex Systems : A Methodological Comparison of Ordoliberalism and Regulation Theory

Chapter 10 – BERNARD CHAVANCE, AGNÈS LABROUSSE : Regulation Theory and Post-Socialist Transformation

Chapter 11 – HELMUT LEIPOLD : The Contribution of Neoliberal *Ordnungstheorie* to Transformation Policy

Chapter 12 – HANS-JÜRGEN WAGENER : *Ordnungstheorie* and Theory of Regulation : How Productive Are They ? A Virtual Panel Discussion

ASSOCIATION RECHERCHE & RÉGULATION

FORUM DE LA REGULATION 2001

11 - 12 OCTOBRE, PARIS



APPEL À COMMUNICATION

Voir annonce dans La Lettre de la Régulation n° 35 et sur le site de l'association Recherche & Régulation

ATTENTION

La date limite de soumission est reportée au **10 avril 2001**, un projet de communication décrivant en *une ou deux pages* le contenu de la communication projetée, à adresser à Jean-Pierre CHANTEAU par courrier électronique (Jean-Pierre.Chanteau@upmf-grenoble.fr).

JOURNÉE D'ÉTUDE RECHERCHE & RÉGULATION

« Organisation industrielle et nouveaux espaces de régulation »

5 et 6 avril 2001.

Salle des colloques du BSHM - UPMF

ORGANISATION : IREP (université Grenoble-II)/
association Recherche & Régulation

CONTACT : J.-P. Chanteau Tel 04 76 56 35 90
(Jean-Pierre.Chanteau@upmf-grenoble.fr)



Programme

<http://www.upmf-grenoble.fr/irep/regulation/journee/index.html>

5 avril (9 h 45 – 13 h 00)

CARREFOUR 1. Vers un régime d'accumulation post-fordiste : quelle(s) convergence(s) des organisations industrielles ?

• Participation : Benjamin Coriat-Olivier Weinstein (université Paris13/CEPN) – Martine Gadille (CNRS-LATAPSES) – Philippe Vrain (CEE) – Bernard Billaudot (université Grenoble2/IREPD)

5 avril (14h30 – 17 h 30)**CARREFOUR 2. Quel rôle du politique dans les évolutions économiques ?**

- *Participation :* Jean-Pierre Chanteau (université Grenoble2/IREP) – Mario Debove (université Paris13/CGP) – Jacky Fayolle (université Grenoble2/OFCE) – Mehdi Abbas (université Grenoble2) – Pierre-Yves Gomez (EM Lyon)

6 avril (9 h 45 – 13 h 00)**CARREFOUR 3. Le rapport salarial, un avenir pluriel ?**

- *Participation :* Laurence Baraldi (université Grenoble2/IREP) – Jean-Philippe Touffut (EHESS- Centre Saint-Gobain) – Christian Du Tertre (université Paris9/IRIS) – Pierre Berthaud-Michel Rocca (université Grenoble2/IEPE-IES) – Antoine Jammeaud (université Lyon2/IET)
- *Introduction :* Henri Nadel (GERME-Université Paris 7).

6 avril (14 h 30 – 17 h 00)**CARREFOUR 4. Les conditions de stabilisation d'un mode de régulation post-fordiste ?**

- *Participation :* Benjamin Coriat (CREI-Université Paris 13) – Pascal Petit (CNRS-CEPREMAP) – Robert Boyer (CNRS – EHESS – CEPREMAP) – et Antoine Jeammaud, Bruno JOBERT, Henri NADEL...

SEMINAIRE**« INSTITUTIONS ET DEVELOPPEMENT »****Vendredi de 14 à 16 heures****Maison des Sciences Économiques****106-112 boulevard de l'hôpital, 75013 Paris.**

Depuis plus d'une décennie, une grande partie des économies dites "moins développées" est sujette à des transformations radicales : Europe centrale et orientale, Chine d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Le séminaire étudie l'impact des institutions économiques, politiques, monétaires et sociales sur la dynamique et les trajectoires de ces économies en développement.

L'approche régulationniste et les autres courants hétérodoxes en économie mais également les autres disciplines (sociologie, sciences politiques, histoire, droit...) sensibles à la dialectique entre institutions et développement sont invitées à confronter leurs méthodes dans le cadre du séminaire qui reprend son activité.

27 avril 2001 : « Les transitions économiques en Chine et en Russie : origines et conséquences d'un contraste », *Ramine Motamed-Nejad*, ROSES-Université Paris 1.

11 mai 2001 : « Médiations institutionnelles de la régulation sociale et dynamiques macro-économiques. Quelques enseignements pour la théorie du développement d'une comparaison des caractères spécifiques nationaux du Brésil et du Mexique à l'époque de l'ISI », *Jaime Marques-Pereira*, Université de Lille I et CREDAL, CNRS et *Bruno Théret*, IRIS, CNRS — Université Paris Dauphine.

8 juin 2001 : « Les pays les plus pauvres dans la nouvelle architecture financière internationale : endettement et développement », *Marc Raffinot*, Université Paris-Dauphine.



Programme des séminaires et textes présentés sur le site de la Régulation dans la rubrique « Institutions et développement »

<http://www.upmf-grenoble.fr/irepd/docregul.htm>

Renseignements auprès de

Elsa Lafaye de Micheaux, Université de Bourgogne
elsaldn@aol.com

Eric Mulot, MATTISE-LES Paris 1 (tél : 01 44 07 81 84) eric.mulot@univ-paris1.fr

Pepita Ould-Ahmed, CEMI-EHESS
ouldpepi@wanadoo.fr

ARCII

**De 17 à 19 heures au CEPREMAP
142, rue du Chevaleret 75013 PARIS**

23 avril 2001 — « *L'OMC et la régulation des rapports internationaux* », M. Rainelli (LATAPSES, Nice)

14 mai 2001 — « *L'analyse en terme de marchés transitionnels : incidence sur les recommandations de politiques économiques en matière d'emploi en Europe* » G. Schmid (WZB, Berlin).

18 juin 2001 — « *Shareholder Value in the New Economy* » Lazonick W. (INSEAD)

* * *

Le site ARC2 : <http://www.arc2.org> donne toutes les informations sur les activités du séminaire ARC2 et les centres associés.

6 juin 2001 – de 14 à 18 heures

½ journée ARCII**Maison des Sciences Économiques****106-112 boulevard de l'hôpital, 75013 Paris.**

"Les restructurations financières et industrielles en Asie et en Amérique latine"

Christian Milelli (CNRS), Diana Hochraich (Ministère de l'Économie), Stéphanie Treillet (Université de Marne la Vallée) et Celia Himelfarb (Institut d'Études Politiques, Grenoble)

Discutants : Françoise Nicolas (IFRI) et Charles Oman (OCDE).

RAPPEL TRÈS IMPORTANT

Comme mentionné dans la *Lettre de la Régulation* n° 35 si vous voulez être prévenu de la parution de la prochaine Lettre pensez à transmettre à Catherine Bluchetin CEPREMAP 142, rue du Chevaleret 75013 PARIS (catherine.bluchetin@cepremap.cnrs.fr) votre **adresse électronique**.

N'oubliez pas de mettre à jour vos cotisations auprès du trésorier